



le combat pour la santé

et la défense des intérêts des travailleuses continue !

Comme redouté, une nouvelle vague épidémique débute avec l'arrivée de la période froide en Europe. Comme d'habitude la réponse du gouvernement alterne entre autoritarisme et gestion à court terme, sans cohérence, visant plus à préserver « l'Économie » que la population. Il est temps de changer de cap et de revendiquer enfin une politique sanitaire non-autoritaire, populaire et anti-capitaliste !

Vaccinées mais pas fliquées !

Alors que l'utilisation du pass sanitaire est prolongé, nous contestons toujours le choix de cette mesure autoritaire et liberticide comme mode de gestion de l'épidémie.

Cet outil de techno-police vient s'ajouter aux nombreuses mesures sécuritaires mises en place depuis plusieurs années dans un climat d'« État d'urgence » permanent. Il nous impose de badger via un smartphone et de subir des contrôles pour des activités du quotidien. Cette dérive vers une société de surveillance totale est insupportable et doit être combattue !

Le pass est symbolique d'une gestion sanitaire totalement arbitraire. Par exemple, pourquoi épargner les centres commerciaux plutôt que les bibliothèques ou musées facilement sécurisables ? Pourquoi encadrer les transports en TGV et pas les nombreux trajets du quotidien dans des transports en commun souvent bondés ? Plutôt qu'une communication raisonnée sur le long terme, le gouvernement préfère le marketing politique instantané et doit revenir constamment sur ses engagements. Ces incohérences et revirements nourrissent la défiance envers les politiques de santé publique et les discours confusionnistes.

D'un point de vue purement sanitaire, le pass n'est pas une protection. Comme le montre le revirement du gouvernement, sans mesures de prévention (dont le port du masque en intérieur). Il n'empêche pas les chaînes de

transmission y compris par des personnes vaccinées. **En lui-même le pass n'est pas une protection**, la sécurisation sanitaire des lieux à risque nécessite aussi des investissements matériels (contrôle de la qualité de l'air...) et l'application de mesures de prévention (port du masque en milieu fermé...). **Arrêtons l'hypocrisie, c'est la vaccination et non le pass qui a permis de limiter les dégâts de la 4eme vague !**



Même si elle n'est pas la solution miracle, capable seule d'éteindre la pandémie, nous le redisons sans ambiguïté : la vaccination massive reste un outil collectif majeur contre le COVID. Elle a des effets directs attestés sur la maladie, avec une limitation de la mortalité et des publics non-vaccinés proportionnellement toujours plus touchés, pour des effets secondaires relativement faibles, même si ils doivent être mieux reconnus et indemnisés. L'extension au maximum de la couverture vaccinale et son renouvellement si nécessaire, est légitime, comme pour d'autres vaccins qui nous ont libéré de maladies du passé. Par contre, il est pour nous contre-productif de l'imposer de façon non assumée et par des moyens détournés comme le pass, sans convaincre.

Même si la colère sociale dépasse la seule question vaccinale, l'embrasement de Antilles et la répression colonialiste qu'elles subissent, nous montrent l'impasse de cette voie autoritaire.

**Pour défendre efficacement nos intérêts :
combattons le confusionnisme !**

Il faut combattre l'autoritarisme et la politique de santé défailante de Macron mais nous devons tous·tes être intransigeant·es face aux réactionnaires, sectaires ou politicien·nes opportunistes qui, par intérêt, prêchent la confusion. Ce sont souvent les mêmes qui nous gavaient d'explications simplistes niant l'épidémie ou de discours individualistes et égoïstes voulant laisser crever les vieux et les « faibles », qui surfent encore aujourd'hui sur le refus ou la méfiance de la vaccination. En empêchant de débattre sereinement sur une politique sanitaire réellement protectrice de la population et de nos intérêts de classe, ces discours servent le pouvoir. Nous savons pourtant que le COVID a bien plus frappé les quartiers populaires et les travailleur·euses en première ligne que les classes aisées. Le virus est bien là et le laisser prospérer serait dangereux et irresponsable !

**Pour une politique sanitaire non-autoritaire,
populaire et anti-capitaliste !**

Revendiquer une politique sanitaire non-autoritaire, c'est revendiquer en premier lieu **l'abrogation du pass sanitaire** ! C'est pourquoi la CNT-SO soutient notamment les travailleur·euses des bibliothèques et de la Culture qui se mobilisent depuis plusieurs mois contre le tri des publics et revendiquent l'abandon du pass. Ces luttes menées à la base sur les lieux de travail concernés sont à généraliser.

La stratégie vaccinale ne peut clairement pas tout régler et les mesures non-pharmaceutiques restent incontournables. La lutte contre la pandémie doit s'accompagner de mesures sociales : distribution gratuite de masques pour tous·tes, revenus garantis à 100% en cas d'isolement, de mise au chômage partiel ou de garde d'enfants y compris pour les travailleur·euses ubérisé·es, réquisitions de logements pour les personnes à la rue ou mal logé·es, soutien à ceux·celles vivant seul·les...

La priorité doit être donnée aux services publics, en premier lieu la santé. Il est inadmissible que la destruction de l'hôpital public se poursuive avec la suppression des milliers de lits d'hôpitaux et des conditions de travail qui poussent les salarié·es du secteur vers la sortie et aggrave la situation. De nombreux services fonctionnent en sous-capacité faute de personnels ! Au contraire, la situation globale exige un **plan d'urgence pour les hôpitaux** à hauteur des besoins formulés par les soignant·es : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! Il faut imposer une revalorisation de tous les personnels, un investissement massif dans les soins à domicile et pour les travailleur·euses du secteur.

Le système scolaire, avec une grande partie du public en dehors de la politique vaccinale, est aussi particulièrement vulnérable. Il est nécessaire de faire enfin les investissements pour le sécuriser notamment concernant l'aération des locaux comme tous les autres lieux fermés accueillant du public. Plutôt que de nier constamment la réalité de l'épidémie à l'école, le ministre devrait plutôt répondre aux alerte répétées des personnes sur sa gestion catastrophique.

Nous considérons que **la vaccination est un « bien commun de l'humanité » et refusons par contre qu'elle soit source de profit pour les capitalistes de l'industrie pharmaceutique.** Avec un collectif d'organisations, nous avons milité dès février pour **une levée des brevets, une mutualisation des connaissances ou la réquisition des entreprises pharmaceutiques** pour produire en masse les vaccins et les diffuser également dans tous les pays. Il n'y aura pas de contrôle de la pandémie à l'échelle mondiale sans cet accès libéré.

Ces mesures seraient bien plus que symboliques, en **remettant clairement en cause la main-mise des capitalistes sur nos vies.** Plus que jamais, la pandémie et ses conséquences nous imposent d'avancer pour notre projet de transformation sociale en rupture avec le capitalisme !

Vive la classe ouvrière !



Ne comptons que sur nous-mêmes !



CNT-Solidarité Ouvrière

4 Rue de la Martinique, 75018 Paris

09 87 53 87 56
contact@cnt-so.org

f cnt.so
o cntso_fr

cnt-so.org